

- défendre et suivre les progrès réalisés par les Philippines pour la ratification de l'instrument d'acceptation de l'Accord de l'OMC régissant la participation étrangère dans les télécommunications.

SINGAPOUR

Aperçu

L'économie de Singapour étant parmi les plus libres du monde, il y a peu d'obstacles aux exportations canadiennes. En 1998, le commerce de produits entre le Canada et Singapour a diminué de 8 p. 100 pour atteindre 1,55 milliards de dollars, les exportations canadiennes s'élevant à 374 millions de dollars, une diminution de 27 p. 100, et les importations en provenance de Singapour demeurées inchangées à 1,18 million de dollars. Cependant, Singapour continue d'offrir d'excellentes possibilités pour les exportations canadiennes de produits, de services et de technologies. Occupant déjà une position de plaque tournante des transports de la région, Singapour fait des investissements importants dans le but de se positionner comme centre de télécommunications et comme centre financier, et consacre une partie importante de son budget à la santé et à l'éducation.

INVESTISSEMENT

Singapour se situe au troisième rang des sources asiatiques d'investissement étranger direct au Canada, avec des investissements atteignant un total de 238 millions de dollars en 1997, auxquels s'ajoutent 1 milliard de dollars en obligations du gouvernement canadien et autres titres canadiens. L'investissement canadien direct à Singapour en 1997 est estimé à 2,26 milliards de dollars. La plus grande partie de cet investissement se présente sous forme de bureaux régionaux, les Canadiens investissant principalement dans les secteurs des services, notamment dans le secteur bancaire et dans d'autres services financiers.

Priorités du Canada en 1999

- envisager la réouverture de négociations sur les services aériens avec Singapour, dans le but de développer les liens aériens disponibles entre nos pays.

THAÏLANDE

Aperçu

Jusqu'à récemment, la croissance de l'économie thaïlandaise était une des plus fortes du monde. Cependant, en juillet 1997, la crise économique s'est traduite par une baisse de 50 p. 100 de la valeur du baht thaïlandais par rapport au dollar américain, par un changement de gouvernement et par un ensemble de mesures austères de sauvetage du FMI atteignant 17,5 milliards de dollars américains, qui s'accompagnaient de toute une série de coupures des dépenses. Bien que la Thaïlande ait des défis majeurs à relever, ses perspectives à moyen terme et à long terme restent positives et s'accompagnent en particulier d'une législation qui doit apporter des réformes supplémentaires.

En 1998, les exportations canadiennes à destination de la Thaïlande atteignaient un total de 283 millions de dollars (une diminution de 37 p. 100 par rapport à 1997), alors que la Thaïlande exportait 1,27 millions de dollars au Canada (une augmentation de 8 p. 100). La Chambre de commerce Thaïlande-Canada de Bangkok, forte de 300 membres, témoigne de la solidité des intérêts commerciaux bilatéraux.

Résultats obtenus en 1998

De nombreux importateurs, aussi bien thaïlandais qu'étrangers, se plaignent du fait que les procédures de l'administration des douanes thaïlandaises créent un obstacle au commerce en raison des demandes non enregistrées d'argent que l'on trouve à chacune des nombreuses étapes de la procédure de dédouanement. Le défaut de produire cet argent peut se traduire par des retards graves. Les réglementations ne sont pas expliquées clairement aux importateurs et certains affirment qu'elles ne sont pas appliquées de façon uniforme.

En 1997, le gouvernement thaïlandais a entrepris d'introduire certaines réformes douanières. Bien que les procédures arbitraires d'évaluation douanière continuent d'être un obstacle aux importations, la situation présente des signes d'amélioration. L'administration des douanes thaïlandaises a entrepris l'installation d'un système d'échange de données informatiques, et un programme de formation du personnel à ce système est en cours d'exécution. Il est prévu que cela réduira le nombre des possibilités de corruption. Le système d'échange de données informatiques est sous le contrôle d'une société semi-publique, la Trade Siam